

FEMMES en POLITIQUE

Apperçu critique de la recherche

TABLE DE MATIERES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1
I. La lutte pour l'égalité : un moment d'effervescence	2
I.1 Une vision duelle	3
a) féministe	
b) historiciste	5
I.2 Une participation minoritaire à la vie politique	7
II. L'affirmation dans la différence : le temps des refroidissements	9
II.1. La politique du privé	10
a) contre la politique	
b) ou a-politique	11
II.2 Une transgression valorisante	13
III. Conflits de pouvoirs : transgression, subversion	14
III.1 Perte de pouvoirs	16
III.2 Pouvoirs distincts	18
CONCLUSION	20
Bibliographie	22

PAR

YOLANDE COHEN
PROFESSEUR
Dpt d'histoire
Univ. du Québec à Montréal
MONTREAL -
CANADA

Le 15 Avril 74

INTRODUCTION

Le champ du politique se transforme sous la pression d'une pluralité de mouvements sociaux. Une dichotomie s'instaure alors renvoyant dans deux camps séparés l'action des partis et des institutions et celle qui relève de l'agitation sociale. Cette séparation a pour effet d'accentuer l'antagonisme qui existe entre d'une part la politique du pouvoir et d'autre part la politique du contre pouvoir. Ce type de conflit latent, s'aiguise et se cristallise dans les périodes d'effervescence. Elles sont marquées par une volonté de changer les codes qui régissent les rapports humains. Emile Durkheim (1960, 301) en note les effets: "Il y a des périodes historiques, où sous l'influence de quelques grands ébranlements collectifs, les interactions sociales deviennent beaucoup plus fréquentes et plus actives. Les individus se recherchent, s'assemblent davantage. Il en résulte une effervescence générale, caractéristique des époques révolutionnaires ou créatrices. Or cette suractivité a pour effet une stimulation générale des forces individuelles. On vit plus et autrement qu'en temps normal. Les changements ne sont pas seulement de nuance, mais de degré; l'homme devient autre". Au 19e siècle comme au XXe, cette effervescence s'accompagne presque toujours d'une remise en cause des rôles sexuels. Femmes et hommes s'interrogent sur le bien fondé de la séparation public-privé et de ses effets sur la valorisation sociale des rôles sexuels.

Les délimitations de ce qui relève du privé ou du public sont donc l'objet de conflits permanents entre les sexes dont l'histoire témoigne à sa façon au moment des grands ébranlements. C'est dans ces périodes d'effervescence que les griefs paraissent, prenant la forme de revendications ou encore d'arrangements amiables. Qu'advient-il alors de la revendication féministe, plusieurs fois énoncée dans l'histoire, réclamant pour les femmes

un statut politique propre?

doublet qui sont soulignés

Poser aujourd'hui la question du rapport que les femmes entretiennent avec le politique soulève ces multiples ambivalences que l'usage d'un vocabulaire flou et le plus souvent inapproprié révèle. Autorité, influence, participation,

représentation politique, répartition des pouvoirs, tous ces mots traduisent bien les hésitations nombreuses devant lesquelles on se trouve quand il s'agit d'aborder ces sujets (Lipset, 1950). Un champ qui prend en compte la dimension sexuelle dans la science politique émerge, bien que tardivement et de façon étroitement dépendante du mouvement de Libération des femmes qui l'initie.

Ce qui est proclamé c'est la volonté de transformer les paradigmes existants non pour seulement y intégrer la dimension féminine mais surtout pour en changer

les critères d'analyse: le mode de questionnement féministe-féminin, son

point de vue particulier changerait notre vision du monde. La prétention est

grande qui se dit à la mesure des transformations ^{subventionnées} provoquées par le mouvement de libération des femmes. Mais c'est précisément cette vision du monde parti-

culière et spécifique aux femmes qu'il est difficile et hasardeux de faire

émerger; on en vient même aujourd'hui à se demander si elle existe. Les pra-

ticiennes des sciences sociales, militantes féministes ou non s'arrêtent et

s'interrogent sur la viabilité d'un tel projet. Ne répète-t-on pas en posant

les problèmes en ces termes la tentation universaliste de nos prédécesseurs?

Ce désir d'une vision globale du monde que les femmes feraient émerger à leur

tour n'est-il pas une quête de pouvoir aussi redoutable que celui qui est

dénoncé comme patriarcal?

danger aussi d'une monopolisation à la

finchite d'instance si elle sert les projets d'un + gd contrôle social & politique.

L'importance des enjeux a suscité ces dernières années un travail

d'analyse critique sur les problèmes que ces rapports soulèvent. L'interrogation

porte plus précisément sur l'évaluation des changements subis par la science

politique au contact de ces sensibilités aux identités sociales surgies à la

fin des années 60, et sur la manière dont elles sont désormais énoncées.

I- La Lutte pour l'Égalité : un moment d'effervescence

I.1: Une vision duelle

La question de l'élargissement du droit de vote aux femmes et le mouvement pour l'égalité des droits civiques et juridiques qui l'accompagne fournit un excellent exemple du type d'attitude qui fut développé. Cet épisode de la lutte des femmes, revu et corrigé, devient un de ces moments d'effervescence; il est particulièrement significatif parce que durablement revendiqué comme un passé glorieux par de larges pans du mouvement de libération des femmes et parce qu'il constitue aussi un changement dans la vie politique "at large", celui de l'extension-obtention du droit de vote par les femmes. Ce dédoublement du vocabulaire indique la dualité des interprétations d'un événement qu'on est certes unanimes à célébrer, partagées quant à ce qu'il signifie. Ainsi va l'histoire des femmes oscillant entre ses héroïnes et ses oubliées, déjà tellement marquée par ses visées politiques.

a) féministe

Une production importante, numériquement élevée et chronologiquement datée est publiée, surtout et presque exclusivement du côté anglo saxon sur le mouvement des femmes pour la conquête des droits civiques et politiques. Dans les travaux de A. Kraditor (1965) à W. O'Neill (1969), tout se passe comme si l'histoire des femmes commençait en 1848 avec la convention tenue à Seneca Falls et finissait abruptement en 1920 avec la ratification de l'amendement octroyant le droit de vote aux femmes en Grande-Bretagne et aux États-Unis. A. Gordon, M.J. Bulhe et N.S. Dye (1978) dans le repérage qu'elles font de cette production adressent leurs critiques autant au mouvement qu'aux historiens qui se sont attachés à en transcrire les effets.

Militantes reconnues, ces femmes volontaires et conscientes intervenaient cons

tamment sur la scène publique et ont donc laissé de nombreuses traces écrites. Ce qui explique en partie l'engouement des historiennes pour cet épisode de la lutte des femmes. Mais si il est difficile de critiquer le fait qu'elles soient des organisatrices à part entière, on ne manque pas de souligner que l'intérêt qu'elles ont suscité n'est pas innocent. En se regroupant en associations pour la défense de leurs droits, en manifestant devant les autorités politiques compétentes, les suffragettes valorisent en l'adoptant le comportement des hommes; elles en reproduisent la forme, l'action collective pour obtenir des réformes. Mais ce qui leur est surtout reproché c'est de partager avec le reste de la société américaine la croyance implicite qui fait de la réforme des institutions démocratiques la condition du progrès social. Ces femmes contribueraient alors à accréditer la thèse d'une marche linéaire et inéluctable vers l'égalité et la liberté que leur mouvement encourage. Ce type de féminisme est alors démystifié, puisque conforme à l'ordre existant dont il confirme les attraits. On apprend que ces femmes, membres par naissance ou par alliance de la bourgeoisie éclairée, réclament en fait leur part de privilèges, un accès égal à la propriété et à la vie politique. Si leurs critiques ne peuvent dénier aux suffragettes le qualificatif d'être des féministes à part entière, elles ont recours à des subtilités de langage pour caractériser leur implication. Sans être toujours convaincus de la justesse de ces débats qui trouvent leur origine dans des catégorisations politiques souvent simplistes (féminisme marxiste, radical ou réformiste) notons néanmoins qu'ils ouvrent la voix à des réajustements. En explorant la nature ambiguë du mouvement, ces historiennes découvrent un féminisme qui a perdu son caractère monolithique au profit d'une vision nuancée de sa composition sociale. Gerda Lerner (1980) suggère donc que soient désormais distingués deux types de féminisme historiquement datés: l'un, féminisme des droits (women rights), porte les marques d'une volonté de réforme propre au XIXe siècle; le second, féminisme de l'émancipation, de la libération, s'assigne la tâche révolutionnaire d'une

subversion sociale dont le XXe siècle (les années 70) serait porteur.

Comprenons alors les limites de telles études: elles servent directement ou indirectement à situer les orientations politiques du féminisme (Du Bois, 1978). Elshtein (1981) en démonte le mécanisme dans le détail, n'ayant pas de mots assez forts pour qualifier les simplifications auxquelles il a conduit, d'autant plus que l'action des femmes s'y réfère toujours. De la même façon que le mouvement ouvrier se trouvait des ancrages dans l'histoire, et en constituait les heures de gloire et de misère en les rapportant à un objectif militant, le mouvement féministe cherchait avec anxiété à établir des antécédents à sa lutte, à fixer des repères dans la lutte multiséculaire des femmes contre le patriarcat. Ce faisant on découvrit des pans entiers de cette activité politique mais aussi les contours d'une autre histoire.

b) historiciste

La question de savoir si les suffragettes appartenaient ou non à la bourgeoisie éclairée, si elles se proclament féministes ou non, si en tant que femmes elles sont plus sensibles à l'inégalité civique, sociale et raciale, a permis aux chercheurs d'avancer d'autres hypothèses. Les historiennes, Nancy Cott (1977) C. Smith Rosenberg (1975) et Linda Gordon (1975) partent d'emblée d'une analyse exogène au féminisme. En situant la revendication égalitaire des suffragettes dans le contexte d'un mouvement plus large pour la réforme des droits civiques et l'abolition de la ségrégation raciale, elles ouvrent la perspective d'une appréciation nouvelle de la réalité du XIXe siècle américain; l'action des femmes révèle l'ampleur d'un conflit où le clivage ne se situe pas toujours nécessairement entre blancs et noirs, nord et sud, mais peut-être aussi entre abolitionnistes et anti-abolitionnistes, hommes et femmes. (B. Glassman Hersch, 1978). Ces nouvelles combinaisons et alliances sociales font apparaître une autre configuration

politique où les femmes n'apparaissent plus nécessairement comme agissant uniquement pour se libérer de l'oppression dont elles sont victimes mais comme membres à part entière de la cité. Un des résultats majeurs de ce type d'enquête est de promouvoir une recherche attentive, comme le disait déjà E.P. Thompson (1971), aux objectifs propres des acteurs, et à leur économie intrinsèque. Cela suppose donc de poser les femmes comme membres à part entière de la "politique", de les sortir de cette histoire spasmodique et militante dont le mouvement ouvrier fit déjà l'expérience à ses dépens. On découvre alors non pas l'univers féminin pour soi et en soi mais les formes d'expression que les femmes ont privilégiées, et celles dans lesquelles elles se sont inscrites. Ce qui suppose de passer à un autre niveau de l'analyse.

Le vote n'est plus entrevu seulement comme une arme que les femmes n'auraient pas su utiliser pour s'émanciper de la tutelle masculine. La question n'est pas de savoir si elles ont su, voulu ou pu l'utiliser à leurs propres fins, mais bien s'il était pertinent, dans les conditions du Suffrage Universel, d'exprimer leur voix par ce biais. Tout comme les hommes, il leur fut difficile voire impossible de se retrouver comme sexe dans cette manifestation politique. Le vote n'a jamais représenté qu'une expression individuelle: accompagné d'une action partisane, il devient un puissant moyen de pression; en l'absence d'une représentation politique sexuée, d'un parti des femmes, le vote des femmes se perd dans l'anonymat qui le caractérise. Ainsi, aucune enquête ne laisse entrevoir l'existence d'un vote des femmes. La variable sexe intervient d'une façon certaine dans le choix du parti ou du candidat pour lequel on vote mais dans quelle proportion, influe-t-elle sur la décision finale par rapport aux autres variables telles que l'âge, la religion, le statut civil, l'appartenance socio-professionnelle etc...? S'il est parfois utile d'en déterminer les possibles contours il est hasardeux d'en tirer un résultat conclusif. Tout ce qu'on

peut dire c'est que les femmes ne se sont pas servies du droit de vote comme moyen d'intervention politique pour leur propre compte. C'est donc au niveau de leur participation à la vie politique qu'on cherchera à les identifier.

I-2 Une participation minoritaire à la vie politique.

Un premier pas est franchi: les femmes seront désormais des citoyennes à part entière à partir du moment où elles votent. Obtenant une reconnaissance politique avant d'avoir pu exercer leur autonomie juridique, les femmes se retrouvent alors en porte à faux par rapport à leur précédent statut. Toutes les études faites sur la participation politique des femmes concordent: elles y sont sous ou pas représentées du tout. (Gruber, 1968. Bourque et Grossholtz, 1973). Que ce soit dans les partis de gauche ou de droite, conservateurs ou libéraux, dans les instances décisionnelles des chambres, parlements, organismes internationaux, les résultats sont les mêmes: la présence des femmes y est partielle et minoritaire. (Jaquette, 1974, Vallance, 1979).

L'enquête que K. Newland (1975) a effectué dans 35 législatures dans le monde révèle que la représentation des femmes atteint rarement 10% du total des membres élus (p. 9). Les exceptions notables à cette règle sont la Finlande (22%), la Suède (21%) et le Danemark (17%), certains autres pays à parti unique comme l'URSS et quelques pays de l'Est, et deux pays en voie de développement la Chine et la Guinée. Les explications varient, mais l'ampleur du phénomène subsiste. La ligne de partage se fait incontestablement au niveau du sexe. (Iglitzin et Ross, 1976, Milburn 1976, Elshtain 1981). Quant à celles qui arrivent à franchir la barrière de l'engagement politique, elles sont plus nombreuses à être célibataires, divorcées ou sans enfant que leurs

équivalents masculins. (Epstein et Coser, 1980). Ces particularités ajoutées à toutes les autres variables, socio-professionnelles, religieuses, etc (Mossuz-Lavau, Sineau, 1983) ne font que renforcer la détermination dont elles doivent faire preuve pour entrer en politique. Est-ce la raison pour laquelle on les retrouve plus nombreuses au municipal, dans des commissions scolaires, à des postes semi-exécutifs, dans les régions? (Cockburn, 1977). Les postes qu'elles briguent ou qui leur sont attribués relèvent souvent du service social, de la jeunesse, des sports, de la santé, et certains ajouteront de portefeuilles difficiles à gérer.

En somme les femmes occuperaient une place particulière, minorisée, dans la vie politique. Le recueil fort bien documenté de Githens et Prestage (1977) tente d'expliquer pourquoi elles assimilent les femmes à une minorité et leur politique à une activité marginale. (p. 11-16). Les raisons sont relativement connues: parmi elles la socialisation politique des femmes (autrement dit tout le processus d'éducation et d'interactions sociales depuis l'enfance) est organisée différemment et aboutit à ces résultats (Orum, Cohen, Grasmuck et Orum, 1977, Kelly et Boutilier, 1978). Sans partager les conclusions de Githens et Prestage, Mossuz-Lavau et Sineau attribuent au facteur économique un rôle prépondérant dans le rapport que les femmes entretiennent au politique, "il s'y reflète assez fidèlement" (p. 226). La possession d'un diplôme universitaire altère quelque peu les effets des déterminations socio-professionnelles.

Ainsi, et malgré les progrès incontestables qui ont été réalisés par les femmes dans la vie politique, la revendication plus que centenaire de l'égalité politique des femmes a-t-elle conduit à une impasse. Un double constat s'impose.

D'une part, les catégories minorisées par la politique politicienne sont porteurs d'un pouvoir qui, permanent dans la société civile s'expriment dans le champ politique dans des périodes d'effervescence. Ce n'est pas une nouveauté de dire qu'elles ont toujours été des enjeux importants de la politique et pas seulement depuis le Suffrage Universel; les années 70 révèlent des formes actives de leur intervention.

D'autre part, et conséquemment, pour apprécier et mesurer l'impact de leur intervention, les normes habituelles de la représentation partisane, la participation à des élections, aux assemblées, aux institutions gouvernementales ou étatiques les font apparaître de façon biaisée ou marginale. Il s'agit alors d'ouvrir la politique au politique pour découvrir le sens et la forme de leur intervention.

II- L'Affirmation de la différence : le temps des refroidissements

C'est ce que tente le Mouvement de Libération des Femmes (MLF) des années 70. Par sa proposition essentielle "Le privé est politique", il opère une transgression révélatrice (Rosenberg, 1982). En passant outre une séparation entre public et privé quasi divine parce qu'inscrite dans "le droit naturel", "le mouvement" ouvre un autre champ à son action, celui du contre-pouvoir. Il se met alors d'emblée du côté des autres mouvements sociaux en émergence, ceux qui humanitaires réclament l'application stricte de la Charte des Droits de l'Homme et du Citoyen pour combattre toute ségrégation, raciale, ethnique, sexuelle, religieuse, ceux qui se proclament de libération ou d'émancipation nationale ou ceux encore qui animés par les jeunes générations revendiquent indépendance et autonomie par rapport aux pouvoirs constitués. L'impact de ces mouvements, mettant en branle les structures élémentaires de la société,

se répercute infailliblement sur l'arène politique, en modifiant le sens et la perspective.

II- 1: La politique du privé.

- Contre le p.olitique.

Dans les années 70 ces mouvements ont dénoncé le jeu terne du fonctionnement politique. Les organismes censés transmettre ou représenter les signaux d'une catégorie à l'autre, des gouvernés aux gouvernants et vice versa furent non seulement contestés mais privés de leurs fonctions. Le mouvement social intervenait à tous les niveaux de la société par d'autres canaux, en utilisant ses propres ressources pour se faire voir, entendre, comprendre. Dès lors les moyens furent adaptés aux fins; chaque groupe articulait ces besoins à ses propres préoccupations; les jeunes et les étudiants transgressèrent un interdit sacro saint: La Sorbonne devint un lieu de vie et pas seulement d'études; les femmes ramenèrent la politique à leurs préoccupations personnelles. Tombée de son piédestal, la statue du politicien fut remisee: le quotidien bouillant occupait toutes les sphères. Les partis n'avaient plus de raison d'être, et les gouvernements encore moins: il suffisait de les ignorer. La rue, le quartier, l'AG, le comité d'action, le cercle retentissaient d'assez de bruits à coordonner. Le pouvoir était là, la fête aussi, la politique forcément suivrait. On ne revendique pas son abolition: on ne veut pas prendre la place du pouvoir politique: il importe peu. Les décisions pensait-on alors lui échappaient parce qu'on avait saisi le sens du politique, distinct désormais de la politique politicienne (Cohen, 1983). Les mineurs exclus d'emblée de ce qui représente la base de l'édifice politicien, le vote, enterrent bruyamment cette marionnette; rejoints par ceux qui furent considérés comme minoritaires par leur appartenance ethnique ou religieuse ou marginalisés par leur sexe,

les femmes, ou par leur conviction anti-politique, anarchistes, et certains groupes écologistes. Curieuse situation que celle qui crée les conditions d'une coalition improbable vite surnommée a-politique. Sa politique fut jugée a posteriori incertaine pour ne pas dire nulle, et les politiciens reprenant les rênes du pouvoir après 68 s'accordèrent à montrer l'inanité de telles manifestations, à démontrer leur inutilité politique. Mais la société civile s'étant encore manifestée contre la politique, cet épisode témoigne du conflit multiséculaire que ces mouvements se livrent et dont l'enjeu est leur autonomie relative. (HABERMAS, 1978). La transcription de ce conflit prend alors la forme de négociations et de compromis entre les hommes et les femmes, les jeunes et les adultes, les noirs et les blancs etc... qui régissent leurs rapports au travail, à la maison, dans les loisirs, dans le public comme dans le privé.

Ces négociations qui supposent des affrontements s'intègrent dès lors à des stratégies plus élaborées qui relèvent de la conception qu'hommes et femmes se font des rôles complémentaires qu'ils ont à jouer. Cette variante subtile de "l'éternel féminin" se nomme désormais la politique du privé. Elle fut revendiquée par au moins deux courants antagonistes mais qui ont curieusement puisés aux mêmes sources: la différence sexuelle fonde cette autre politique. Le spécifique, le particulier sont recherchés, encouragés, amplifiés. On inverse donc la proposition précédente qui tente de faire entrer les femmes dans la politique pour l'ajuster à leur existence: la politique sera là où elles sont, mais aussi là où on voudrait qu'elles restent, dans le social, le domestique, le privé.

- Ou a-politisme

La force politique des femmes s'exprime donc par leur a-politisme; elles

ont le pouvoir social; il s'agit simplement d'en connaître le statut par rapport au pouvoir politique.

Pour les uns c'est la garantie de l'équilibre entre les sexes, de l'harmonie des rapports sociaux. Pour les autres, c'est le plus sûr moyen d'accentuer les inégalités, donc la domination d'un sexe sur l'autre. De nombreuses monographies venant surtout d'anthropologues et consacrées à l'étude de la répartition sexuelle des pouvoirs développent la première hypothèse. Le maintien des rôles sexuels est la source du pouvoir politique des femmes. Susan C. Rogers (1980) analyse les raisons qui conduisent à cet état de choses: "pourquoi, à Grand Faux, village paysan français, les femmes acceptent-elles - et ont-elles un comportement en accord avec - la définition des femmes en vigueur dans leur milieu socio-culturel?" Quels mécanismes sociaux y conduisent?

Après avoir décrit minutieusement les différentes activités des femmes et insisté sur les fonctions importantes du commérage dans le maintien des rôles sexuels (p. 98-104), Rogers aborde la question des pouvoirs masculins et féminins: "Les définitions de chaque groupe sexuel déterminent une répartition caractéristique des pouvoirs à quoi correspond un certain équilibre du pouvoir masculin et féminin." (p. 104) Supposant que chacun des groupes veut acquérir le pouvoir "de sorte qu'hommes et femmes seront pareillement satisfaits par des rôles leur offrant ces deux possibilités" elle conclue: "...il pourrait sembler normal que les groupes sexuels s'ordonnent selon un principe égalitaire plutôt que hiérarchique". Rien n'est moins sûr. Qu'à Grand Faux, "l'égalitarisme soit le principe fondamental de l'organisation sociale" peut être; la démonstration de Rogers est suffisamment argumentée pour qu'on puisse le croire. Mais conclure de cette étude qu'il suffit de se conformer aux rôles sexuels prescrits pour aboutir à un partage égali-

taire des pouvoirs est tout à fait contestable. (Cohen 1981). Outre que cette interprétation fige hommes et femmes dans une improbable posture, étrangers qu'ils seraient à leur propre sort, elle s'avère douteuse aussitôt qu'on la confronte à d'autres faits. L'exemple le plus probant est hélas celui du sort qui est fait aux femmes par les régimes totalitaires durant l'entre deux guerres, plus frappant à cet égard que celui, similaire, qui leur est réservé par les idéologies nationalistes.

II-2: Une transgression valorisante

C'est la seconde tendance qui fait du maintien des rôles sexuels l'essentiel du pouvoir des dictateurs. Des politiciens retors ont bien compris l'importance de ce facteur dans la motivation politique des femmes. Hitler comme Mussolini pour asseoir leur pouvoir totalitaire en feront un levier essentiel. Les femmes allemandes voient reconnaître pour la première fois une valeur politique à leur rôle privé de femmes. Difficile et douloureux constat, il s'impose néanmoins. Confrontées aux préjugés voulant que les femmes allemandes ont de façon majoritaire appuyé le nazisme et à l'explication non moins stéréotypée faisant d'elles les victimes plus aliénées encore que les hommes des machinations nazies, C. Koonz (1977) et Bridenthal et Koonz (1976) s'attachent à démonter les mécanismes qui entre 1919 et 1933 déterminent les femmes à se porter du côté du national-socialisme (chapitre intitulé "Les héroïnes"). L'étude de groupes comme le "Mouvement pour la Nouvelle Terre" que Guida Diehl fonde en 1917 ou celui intitulé la "Svastika Rouge" qu'Elisabeth Zander crée en 1923 (qui deviendra "L'ordre des Femmes Allemandes" en 1925), fait apparaître les motivations propres de ces femmes à se porter du côté d'une idéologie nationaliste, socialiste et romantique alors ultra-minoritaire. Elles n'ont pas à briser l'image réconfortante de la féminité pour accéder à une reconnaissance politique. Elles peuvent -elles devront ensuite -

jouer leur rôle public tout en restant, femmes, mères, nourrices etc... Le passage d'une sphère à l'autre n'est donc ni conflictuel ni menaçant. Dès lors elles peuvent développer leur propre mode d'intervention. C'est dans l'activité publique que Koonz décèle les particularités de l'action des femmes: associations informelles, ponctuelles, groupes ad hoc, utilisation de toutes les ressources, développement de réseaux souples de circulation de l'information et de matériels (médicaments, vêtements...) Les associations volontaires, bénévoles, les sociétés charitables, de secours mutuel mais aussi de tempérance, pour l'hygiène et l'abstinence (qui ont fait la gloire de l'ère victorienne), les bavardages, les complots et autres rumeurs ^{qui} font la confiance, sapent l'autorité, défont le pouvoir, sont alors appréhendés comme des éléments importants de la vie politique. Qu'il est douloureux de constater que seules les idéologies totalitaires, réactionnaires, au mieux conservatrices ont pu les premières comprendre l'importance des femmes dans le jeu politique.

Outre les conséquences immédiates que cela a engendré, à savoir les conditions d'un certain consensus, il est clair que la participation des femmes à la politique fut longtemps définie comme droitière. Mais ressortir les vieux démons n'est guère productif si ce n'est pour mieux poser les problèmes. La question est alors de savoir comment se réalise le "consentement", quelles combinaisons le rendent probable, à quels mouvements il obéit.

III Conflits de Pouvoirs

Si le pouvoir politique de chacun des sexes trouve son origine dans leur pouvoir respectif dans la société, il n'est ni octroyé ni arraché de haute lutte dans un jeu où les règles sont données d'avance. Il est le résultat des conflits qui opposent une source du pouvoir à l'autre, la source privée à la source publique; les acteurs sont les authentiques représentants

de ces forces ; les femmes s'opposent et négocient avec les politiciens de leur rôle respectif et surtout de leur statut social. Ce sont ces transferts d'influence, ces passages nombreux d'une sphère à l'autre qu'il s'agit d'identifier et d'analyser. Dans ces conflits les forces sont inégales, dépendant étroitement des rapports de force, qui selon la conjoncture sanctionnent des gagnants et des perdants, encore qu'en l'occurrence, il s'agit plus de compromis que de situations nettes.

Le passage du privé au public

Il convient alors de procéder à l'étude des facteurs qui conduisent à maintenir les stéréotypes des genres masculins et féminins dans la symbolique féminine tout en comprenant bien que toute révélation de la différence du spécifique peut être porteuse de hiérarchie, discrimination, sexisme, racisme. Pour en éviter certaines critiques^{1/} la recherche doit envisager cette question seulement parce qu'elle signifie du rapport entre les sexes.

L'évolution historique des fonctions sociales reliées au maternage fournit un exemple particulièrement explicite du problème. Prolongeant la différence sexuelle proprement dite, le maternage engendre des fonctions sociales de reproduction mais aussi d'entretien (nurture and care) et d'élevage des enfants qui au cours des siècles furent majoritairement le fait des femmes. On a longuement argumenté sur le nombre exact des tâches que cela implique dans chaque société, il reste que grosso modo le clivage privé-public s'appuie bien sur

^{1/} Ce mode d'analyse est largement contesté : montrant ce qu'on a appelé un féminisme social, il fut critiqué parce que révélant l'aliénation des femmes aux sphères privées puisqu'elles en transposent les modalités dans leur intervention publique.

cette distinction. (Oakley, 1979; Fougeyrollas-Kergoat, 1982). La question tourne alors autour du devenir social et politique de ces fonctions de maternage. Quel statut occupent-elles dans la division du travail? Quelle valeur leur-a-t-on négocié à chaque fois que cette répartition des tâches s'est trouvée ébranlée? (Que ce soit par des guerres, des révolutions industrielle, technologique, informatique?...)

III-1: Perte de Pouvoir...

Si l'on considère les sociétés occidentales depuis la révolution industrielle on constate que c'est au moment où la société démocratique se structure qu'est clairement formulée la séparation des sphères. Alors qu'est proclamée l'abolition des droits et des privilèges par l'égalité de tous devant la loi, l'accession au pouvoir politique est règlementée et limitée aux mâles, adultes. Par un système d'équilibre, logique, les femmes sont alors encouragées à retrouver leurs foyers. Mary Ryan (1981) décrit admirablement ce transfert des pouvoirs entre les sexes. "The Empire of the Mother" devient le souhait de toutes les femmes des classes moyennes. Tout se passe comme si les anciennes règles hiérarchiques basées sur la séparation des ordres trouvaient leur prolongement naturel dans la ségrégation sexuelle. L'ordre public sera donc disjoint de l'ordre privé et reflètera la distinction sexuelle: le premier relève du champ d'action des hommes, le second est du domaine des femmes. Cette séparation, renforcée par une législation appropriée (les individus ne sont pas tous des citoyens, ils ont des intérêts publics et des droits privés...) fonde la démocratie occidentale. La dialectique privé-public présuppose donc la politique (Freund, 1955). Elle devient l'enjeu des rapports hommes-femmes. Pour Stacey et Price (1981) la séparation des sphères détermine l'exclusion des femmes du pouvoir politique: "in Europe, woman shared power with men until the state was separated from the household, when

(p.11)

it became the public domain of the man." / Ainsi les femmes auraient-elles perdu la source essentielle de leur pouvoir propre quand fut déterminé ce qui relevait du privé et du public. La séparation creuse l'inégalité. Globalement, au cours de ce siècle le statut des femmes est inférieur dans le public à celui dont elles jouissaient en privé. Autrement dit, l'étanchéité des deux sphères continuerait de jouer au détriment du pôle privé. Pis encore, l'état providence s'est octroyé aux dépens de l'ensemble du corps social, mais surtout des femmes, car c'était leur sphère privilégiée, le contrôle d'une grande partie des décisions dites privées, en interférant sur l'hygiène, la santé publique, le service social. Michel Foucault (1975) et à sa suite Jacques Donzelot (1978) attribuent au contrôle de la sexualité populaire et à son enfermement dans les familles l'indice du développement du contrôle social. La famille du 19^e siècle devient elle comme l'affirme Donzelot, "le relai du gouvernement, des impératifs sociaux ?" (p.88). Et si oui, comment ? L'hypothèse qui entraîne Donzelot à dire que l'autorité, du père est menée par celle que l'Etat s'approprie ne fait pas une grande place au rôle que les femmes jouent dans ce processus, sinon quand il s'agit de les placer du côté du médecin qui les aliène à sa cause pour mieux fonder son autorité où/l'Etat qui en fait ses assistées, "ses nourrices qualifiées d'Etat" (p.33). Mais ce que ne dit pas Donzelot, c'est que si les hommes perdent leurs prérogatives de chefs de famille dans ce processus, les femmes, elles, perdent le contrôle de la transmission des savoirs, de l'éducation des enfants en particulier, au profit d'un tiers, l'Etat.

Paradoxalement ce passage de tâches autrefois privées à un statut public - puisque désormais rémunérées à même les fonds publics - n'entraîne pas de valorisation subséquente, comme tout ce que relève du "travail social", du

"bien être social", de l'élevage et de l'entretien d'autrui est certes enseigné dans les universités, est sanctionné par des diplômes équivalents, a droit de cité dans les sphères publiques mais n'obtient qu'une valorisation sociale médiocre. (Clarke, 1978). Tout passe comme si les fonctions liées au maternage alimentaient une sphère du social, indispensable à la reproduction de la société donc reconnue et rémunérée par l'Etat qui en est le représentant, mais qui n'aboutissent pas à une reconnaissance politique. Là d'ailleurs commence le discours politique, se séparant toujours plus de ce qui pourrait le fonder et en être l'ardent antagoniste. Le social occupe la place d'une parenthèse sans pouvoir politique propre, coincé entre la société civile dont il tire sa force et le politique qui lui en dénie le champ d'influence. Ainsi assiste-t-on à une complexification des rapports hommes-femmes acteurs traditionnels des champs publics et privés au profit de l'Etat qui devient non seulement l'arbitre du conflit qui les oppose mais le principal dépositaire-gestionnaire de l'objet du conflit: le partage des rôles entre les sexes. L'état intervient massivement dans le privé comme dans le public, règlementant le social et le politique en énonçant une valorisation sociale des rôles sexuels. Les sphères privées et publiques ne sont plus alors que des catégories fonctionnelles qui n'ont d'influence dans les rapports entre les sexes que comme référents symboliques.

III-2: Pouvoirs distincts

Ainsi donc en sommes-nous arrivés aujourd'hui à des analyses beaucoup plus fines qui prennent en compte ces références (archétypes, modèles sexuels ou symboles) mais qui ne s'y limitent pas. La politique est le prolongement de la vie privée; elle lui est subordonnée (Stacey et Price, 1981). Si elle peut en constituer l'aboutissement tant mieux, mais elle ne peut pas en effacer l'existence. Cette conception de l'engagement politique constitue une différence

fondamentale entre les hommes et les femmes. Les femmes, autant pour celles qui en acceptent les règles que pour les autres qui les trouvent rédhitoires, appréhendent le politique comme l'aboutissement d'une interrelation étroite entre le privé et le public. Il s'agit alors d'en étudier les composantes pour en apprécier les effets.

L'enquête menée par Alice Rossi (1982) confirme cette tendance et fournit un corpus de références détaillé. L'étude vérifie l'existence d'une expression politique féministe distincte de la politique traditionnelle (mainstream politics) qui s'est développée autour de revendications particulières (droit de vote, avortement, femmes battues, etc...) et qui constitue déjà une tradition politique à laquelle les femmes se réfèrent. Alice Rossi excelle à en indiquer les apports originaux. Marquant sa démarche, le choix d'un événement féministe, la première Conférence Nationale des Femmes Américaines qui se tient à Houston en Novembre 1977, est doublé d'une méthodologie classique, l'enquête par questionnaire en 500 points soumise aux 2000 déléguées. Le problème abordé sera lui aussi révélateur de sa volonté de faire le lien entre les deux pôles afin d'indiquer les changements et permanences. La question est de savoir comment les déléguées présentes abordent et négocient le passage de la politique féministe à la politique traditionnelle et

ce qui les pousse à faire le chemin inverse. Toutes les variables concernant leur vie affective, professionnelle... sont prises en compte et traitées en fonction de ces trois paramètres:

- comment le recrutement potentiel des femmes dans la politique politicienne peut-il se faire?
- qu'est ce qui structure les croyances féministes?
- quel est l'impact de la conférence sur les participantes?

On aboutit alors à une formulation nuancée des rapports que ces femmes, d'affinités sociales et politiques différentes, entretiennent avec les partis, les organisations, les mouvements, la vie politique. Optimiste, Rossi conclue son étude en présentant les coalitions qui se sont réalisées lors de ce congrès, étonnantes compte tenu des divisions radicales qui opposaient les participantes comme particulièrement révélatrices de la conscience qu'ont ces femmes de la défense de leurs droits publics et privés. De telles coalitions garantissent l'efficacité de l'action politique des femmes, même si elle est cantonnée à des groupes locaux et régionaux, ^à des organisations volontaires ^{souvent} extérieures aux partis politiques.

Conclusion

Poser les problèmes des femmes en Politique revient à ouvrir le champ du politique non seulement au pouvoir mais aussi aux contre-pouvoirs. Les femmes y interviennent à tous les niveaux et à leur manière propre. Sortant enfin les femmes de la négation - "absence" (De Certeau) dans laquelle la première vague féministe, égalitaire ou adepte de la différence, les avait plongées, on découvre l'importance de leur apport. La réflexion s'appuie désormais sur des acquis accumulés par les sciences sociales aussi bien que par les mouvements sociaux.

Dans les périodes d'effervescence, elles participent comme les autres aux processus de transformation. En ce sens, les études sur la participation politique des femmes ne font que renforcer et enrichir les interprétations faisant des "minorités actives" (Moscovici, 1979) les vecteurs dynamiques du changement social. Les caractéristiques de leur intervention ressemblent à celles des hommes et s'y mêlent étroitement: prédilection pour l'action

publique et collective, militantisme effréné, accélération du temps, de la vie...

Au contraire dans les périodes de "refroidissement", l'accent est mis sur le mouvement lent de la reproduction, sur les effets permanents, invisibles de l'influence sociale. La différence hommes/femmes s'accroît, les poussant à un repli dans chacune de leurs sphères. Les mécanismes traditionnels de la transmission des valeurs et des modèles peuvent être altérés mais avec une infinie prudence. Les femmes y excellent, elles qui éduquent les jeunes générations et leur transmettent leurs savoirs et savoirs faire. Il a fallu une Révolution Tranquille, cette "Silent Revolution" comme l'appelle Inghart (1977), pour réaliser combien ces phénomènes quotidiens, lents et profonds, apparemment anodins modèlent le politique, et en assurent la permanence. Remous tectoniques qui émergent miraculeusement comme des éléments stabilisateurs ils indiquent une autre manière d'évaluer le changement. L'alternance des cycles effervescence/refroidissement ne veut plus forcément dire progrès-réaction, réforme-révolution, droite-gauche, mais éclaire plutôt les points de tension, les conflits que chaque période privilégie.

- BOIS, DJ, Ellen (1978) Feminism and Suffrage: the Emergence of an Independent Women's Movement in America, 1848-1869. Ithaca, N.Y. Cornell Univ. Press.
- BOURQUE, S. et J. GROSSHOLTZ (1973) "Politics, an Unnatural Practice: Political Science Looks at Female Participation", Politics and Societies, 261.
- BRIDENTHAL, R. et C. KOONZ (1976) "Beyond Kinder, Küche, Kirche; Weimar Woman in Politics and Work" in B. Carroll ed. Liberating Women's History. Chicago, Univ. of Illinois Press, 301-32
- CLARKE, E (1978) Sex Roles and Social Work, Unpublished M.Sc. Thesis, Cranfield Institute of Technology (cité par Stacey and Price).
- COCKBURN, C. (1977) The Local State: Management of Cities and People. London, Pluto Press.
- COHEN, Y. ed. (1981) Femmes et Politique. Montréal, éd. du Jour.
- COHEN, Y. (1983) "The Protest Movement of the Sixties in the Welfare State", Comparative Social Research, Greenwich, JAI Press. VI.
- COTT, Nancy F. (1977) The Bond's of Woman Hood: Women's Sphere in New England 1780-1835, New Haven: Yale Univ. Press.
- DONZELOT, J. (1978) La Police des Familles. Paris, Ed. Minuit.
- DURKHEIM, Emile (1960) Formes Elémentaires de la vie Religieuse. Paris, P.U.F.
- ELSHTAIN, Jean B (1981) Public Man, Private Woman. Women in Social and Political Thought. Princeton N.J. Princeton Univ. Press.
- EPSTEIN, C.F. et COSER, R.L. (1980) Access to Power: Cross National Studies of Women and Elites. George Allen & Unwin, London.
- FOUCAULT, Michel (1976) Histoire de la Sexualité. La Volonté de Savoir. Paris. Gallimard.
- FOUGEYROLLAS, D & D. KERGOAT "Articulation Production Domestique-Reproduction" Communication au Congrès Mondial De Sociologie Mexico 1982.
- FREUND, Julien (1965) L'Essence du Politique. Paris, Sirey.
- GITHENS, Marianne & Jewell L. PRESTAGE (1977) A Portrait of Marginality. The Political Behavior of the American Women. New York, David M
- GLASSMAN HERSCH, Blanche (1978) The Slavery of Sex: Feminist Abolitionists in America. Urbana, Univ. of Illinois Press.
- GORDON, Linda (1976) Woman's Body, Woman's Right: A Social History of Birth Control in America. N.Y. Viking-Grossman.

- GORDON Ann D., BUHLE, M.J., SCHROM-DYE, N. (1978) "Women in American Society: an Historical contribution" Radical America. 5.3-66.
- GRUBER, Martin (1968) Women in American Politics. N.Y. Academia Press.
- HABERMAS, Jurgen (1978) L'Espace Public. Paris, Payot.
- INGLEHART, Ronald (1977) The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Publics. Princeton N.J. Princeton University Press.
- IGLITZIN, L.B. & ROSS, R. (eds) (1976) Women in the World: A Comparative Study. Clio Books, Oxford.
- JAQUETTE, J. (1974) Women in Politics. New York, John Wiley.
- KOONZ, Claudia (1977). "Mothers in the Fatherland: Women in Nazi Germany" in BRIDENTHAL, R. & C. KOONZ ed (1977). Becoming Visible. Women in European Society. Boston, Houghton Mifflin Co.
- KELLY, Rita Mae & Mary BOUTILIER (1978) The Making of Political Women. A Study of Socialization and Role Conflict. Chicago, Nelson Hall.
- KRADITOR, Aileen (1965) The Ideas of the Woman Suffrage Movement, 1890-1920. N.Y. Columbia Univ. Press.
- LERNER, G. with DU BOIS, Ellen, BUHLE, Mari Jo., KAPLAN, Temma., SMITH-ROSENBERG, Carol (1980) "Politics and Culture in Women's History", Feminist Studies, 26-64.
- LIPSET, Seymour M. (1960) Political Man, The Social Bases of Politics. Garden City, Doubleday.
- MILBURN, F. (1976) Women as citizens: a comparative review. Sage Publications. London.
- MOSCOVICI, Serge (1979) Psychologie des Minorités Actives. Paris, PUF.
- MOSSUZ-LAVAU, J. et M. SINEAU (1983) Enquête sur les femmes et la politique en France. Paris, PUF.
- NEWLAND, K. (1975) Women in Politics: A Global Review. World Watch Institute Washington, D.C.
- OAKLEY, A. (1979) Becoming a mother. Oxford. Martin Robertson.
- O'NEILL, William (1969) Everyone was Brave: The Rise and Fall of Feminism in America. New York, Quadrangle.
- ORUM, COHEN, GRASMUCK & ORUM (1977) "Sex, Socialization and Politics" in GITHENS & PRESTAGE. id. 17-35.
- ROGERS, Susan C. (1980) "Les femmes et le Pouvoir" in LAMARCHE, ROGERS, KARNOOH, Femmes, Paysans et Citoyens, Le Paradou. Ed. Actes Sud. 95-120.